



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

Chaumont, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 2 février 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **STOROPACK FRANCE**

10 rue de l'Orgisset  
52110 Nully

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 2 février 2024 dans l'établissement STOROPACK FRANCE implanté 10 rue de l'Orgisset 52110 Nully. L'inspection a été annoncée le 18 janvier 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est déroulée dans le cadre de l'action régionale relative aux échéances. Elle vérifie le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°52-2020-02-105 du 17 février 2020.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STOROPACK FRANCE
- 10 rue de l'Orgisset 52110 Nully
- Code AIOT : 0005701264
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société STOROPACK FRANCE est spécialisée dans la production d'éléments de calage dans les emballages, essentiellement des chips en polystyrène expansé. Pour cela, le site extrude des billes de polystyrène contenant un agent gonflant, le pentane, et qui vont s'expanser sous la chaleur. S'en suit une phase de maturation des chips de polystyrène, avant expédition vers les clients. Un stockage d'autres matériaux pouvant être utilisés à des fins d'éléments de calage (rouleaux de papier kraft, poches en plastique pouvant être gonflées d'air), en quantité réduite, est également pratiqué.

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Tél. : 03 51 37 61 90

89 rue Victoire de la Marne – CS 0002  
52901 CHAUMONT cedex

Le site se situe en pleine campagne au cœur du village de Nully. Il est essentiellement entouré par des bois et autres prairies.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>
1	Situation administrative du site	Arrêté Préfectoral du 07/07/2022, article 1.2	Demande d'action corrective
5	Accès des secours	Arrêté Préfectoral du 07/07/2022, article 2.4	Demande d'action corrective
8	Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V	Demande d'action corrective
10	Fiche d'information du public	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe IV	Demande d'action corrective
11	Organisation du stockage de polystyrène expansé (PSE - 2663)	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, Annexe I, point 2.4.1	Demande d'action corrective
12	Rétention des récipients mobiles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 point I	Demande d'action corrective
13	Règles de gestion des rétentions et stockages associés	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 point II	Demande d'action corrective

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Statut Seveso	Arrêté Préfectoral du 07/07/2022, article 1.2	Sans objet
3	Consistance des installations	Arrêté Préfectoral du 07/07/2022, article 1.4 alinéa 3	Sans objet
6	Capacités de stockage autorisées	AP de Mise en Demeure du 17/02/2020, article 2	<b>Levée de mise en demeure</b>
7	Existence d'un POI	AP de Mise en Demeure du 17/02/2020, article 1	<b>Levée de mise en demeure</b>
9	Exercice POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69 alinéas 3 et 4	Améliorations à apporter
4	Volume d'isopentane	Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article 12 alinéa 1	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection des installations classées a constaté le retour à la conformité des points encadrés par l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°52-2020-02-105 du 17 février 2020. Elle propose de lever cet arrêté de mise en demeure.

Les constats ont permis d'identifier quelques non-conformités, mais également des axes d'amélioration possibles. L'exploitant s'est engagé à résoudre ces non-conformités rapidement. L'inspection des installations classées propose à Mme la préfète de rappeler ces points d'attention à l'exploitant, par lettre préfectorale de suite.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2022, article 1.2			
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE			
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations exploitées ainsi que les activités exercées sur ce site, identifiées au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), sont listées dans le tableau ci-dessous :			
Rubrique	Région	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation et capacité
4330.1	A	<b>Liquides inflammables de catégorie 1 (...),</b> la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant supérieure ou égale à 10 tonnes	Stockage enterré d'isopentane, quantité : 24,84 tonnes
2661.1b	E	<b>Transformation de polymères, par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression,</b> la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 10 tonnes par jour mais inférieure à 70 tonnes par jour	Capacité de traitement : 31 tonnes par jour
2663.1a	E	<b>Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (...), à l'état alvéolaire ou expansé (polystyrène),</b> le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 1000 m <sup>3</sup>	Volume total de stockage de produits finis et semi-finis : 5 020 m <sup>3</sup> sous réserve de la présence d'un mur coupe-feu 2 heures au sein de la zone de stockage n°2 [...]
2661.2b	D	<b>Transformation de polymères, par tout procédé exclusivement mécanique (découpage, broyage..),</b> la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 2 tonnes par jour mais inférieure à 20 tonnes par jour	Capacité de traitement par broyage : 4,5 tonnes par jour
2662.2	D	<b>Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères...),</b> le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1000 m <sup>3</sup>	Volume total de stockage de produits finis et semi-finis : 775 m <sup>3</sup>
2714.2	D	<b>Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719,</b> le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1000 m <sup>3</sup>	Transit de déchets de polystyrène en vue de leur recyclage, volume : 130 m <sup>3</sup>
2910.A.2	DC	<b>Installation de combustion (...) consommant exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, (...)</b> la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion étant supérieure ou égale à 1 MW mais inférieure à 20 MW.	Exploitation d'une chaudière fonctionnant au gaz propane, d'une puissance de 1,056 MW
4718.2b	DC	<b>Stockage de gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) ou de gaz naturel, hors récipients à pression transportables,</b> la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant supérieure ou égale à 6 tonnes mais inférieure à 35 tonnes	Stockage de propane, dans un réservoir fixe, d'une quantité de 12,5 tonnes

A : Autorisation / E : Enregistrement / D : Déclaration / NC : non classé  
DC : Déclaration avec obligation de contrôle périodique, sans objet dans le cas d'un site A

**Constats :**

Lors de la visite, l'état des stocks du 1<sup>er</sup> février 2024 a été extrait du logiciel SAP et mentionne :

- pour la rubrique 2661-2b: 3 734 kg de polymères traités mécaniquement le 1<sup>er</sup> février 2024 ;
- pour la rubrique 2662: 340 t de polymères stockés le 6 février 2024, soit 622 m<sup>3</sup> (1 t = 1,83 m<sup>3</sup>) ;
- pour la rubrique 2663-1a: 6 t en silo et 2,484 t en sacs de « loose fill », représentant 1 360 m<sup>3</sup> en silo (densité 4,4 kg/m<sup>3</sup>) et 1 242 m<sup>3</sup> en sacs d'un demi-mètre cube, soit un total de 2 602 m<sup>3</sup> ;
- pour la rubrique 2714 : 49,4 t de polystyrène compressé, soit 141 m<sup>3</sup> (densité 350 kg/m<sup>3</sup>) ;

Par ailleurs, pour la rubrique 2661-1b, l'exploitant a déclaré traiter de 10 à 14 t/j de polymères par expansion ou extrusion. L'Inspection des installations classées note que les nouvelles chaînes autorisées et installées dans l'extension de l'atelier d'extrusion (en jaune sur le plan) ne sont pas opérationnelles à ce jour.

En outre, un mur coupe-feu a été construit au sein de la zone de stockage n°2.

Enfin, la jauge de la cuve d'isopentane indique 18,56 m<sup>3</sup> pour la rubrique 4330.

Ces données sont conformes à celles autorisées, hormis pour la rubrique 2714 relative au stockage de polystyrène compressé à recycler, pour laquelle la quantité stockée dépasse de 11 m<sup>3</sup> celle autorisée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

1/ - La rubrique 1510 relative aux entrepôts couverts a évolué suite à la parution du décret du 24 septembre 2020. L'exploitant devra se positionner au regard de cette rubrique, au regard des différents types de combustibles stockés, du positionnement des murs coupe-feu et de la faible distance entre les bâtiments de l'installation.

2/ - L'exploitant met en place une action corrective afin que la quantité de polystyrène compressé à recycler reste inférieure à celle autorisée. À cet effet, la mise en place d'une alarme sur le logiciel de gestion des stocks peut s'avérer utile ou toute autre mesure que l'exploitant jugera utile. Il confirme à l'inspection des installations classées son retour à la conformité sur ce point.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

## N° 2 : Statut Seveso

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/07/2022, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Seveso
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations exploitées relèvent du champ de la directive 2012/18/UE du 4 juillet 2012, dite « directive Seveso III » : l'établissement relève du seuil bas, par dépassement direct du seuil fixé à la rubrique n°4330. [...]
<b>Constats :</b> Lors de la visite, la quantité de produits classés 4330 est de 18,56 m <sup>3</sup> , dépassant le seuil Seveso bas par dépassement direct.  Il est remarqué la présence sur site de quelques produits, non mentionnés dans l'étude de dangers, mais pouvant impacter le classement Seveso, notamment au regard de la règle de cumul du seuil haut pour les dangers physiques (Sb). Lors de la visite, leur quantité ne permet pas de dépasser ce seuil.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Le recensement Seveso quadriennal est en cours et devra être réalisé avant le 31 mars 2024 (cf. courriel du 29/01/2024). Pour rappel, il doit comporter l'ensemble des quantités maximales pouvant être simultanément stockées sur le site pour chacune des substances, déchets ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents au 31 décembre 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Consistance des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/07/2022, article 1.4 alinéa 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Bâtiments autorisés
<b>Prescription contrôlée :</b> Les principales installations ou bâtiments exploités sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- un stockage de matière première : polystyrène,</li><li>- un réservoir enterré de stockage de pentane (liquide inflammable) et un réservoir aérien de propane,</li><li>- un atelier d'extrusion (pour la fabrication de polystyrène expansible),</li><li>- un atelier d'expansion (pour la fabrication des chips de polystyrène expansé),</li><li>- une unité de production de vapeur,</li><li>- un circuit de refroidissement (groupe froid),</li><li>- des bâtiments pour le stockage des matières premières et des produits finis.</li></ul> Un plan faisant apparaître les différentes installations exploitées est présenté en Annexe 1.
<b>Constats :</b> L'extension du bâtiment dédié à l'extrusion du polystyrène recyclé est construite, mais ses installations ne sont pas encore mises en fonctionnement.  L'ensemble des bâtiments ont été visités.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Volume d'isopentane

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article 12 alinéa 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Explosion
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque réservoir est équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu.
<b>Constats :</b> La cuve dispose d'un indicateur de volume sur le panneau de la zone de dépotage, ainsi qu'un renvoi de l'information dans le local de charge.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 5 : Accès des secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/07/2022, article 2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour permettre un accès permanent à l'établissement aux services d'incendie et de secours, et équipe les portails, bornes escamotables et barriérages divers conformément au règlement opérationnel du Service Départemental d'Incendie et de Secours.</p> <p>L'exploitant garantit la signalisation de l'accès secondaire à l'établissement, situé rue du Bois – RD113.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation des installations doivent stationner sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes aux installations, y compris en dehors des heures d'ouverture et d'exploitation du site.</p> <p>L'exploitant débroussaille régulièrement la végétation attenante au nord des zones de stockages 1 et 2, qui seraient potentiellement impactées par des flux thermiques générés par un éventuel incendie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées constate la présence du second accès à l'établissement. Elle note l'implantation d'une voie périphérique au Nord des bâtiments de stockage 1 et 2 jusqu'à l'Ouest de l'atelier d'extrusion, qui facilite les accès en cas d'incendie.</p> <p>Cette voie permet également d'éloigner les espaces végétalisés des bâtiments. Toutefois, au regard des effets thermiques potentiels au Nord des stockages 1 et 2 (effets dominos à 8 m, effets létaux à 14 m), la zone débroussaillée est considérée insuffisante lors de la visite. L'exploitant s'est engagé à faire le nécessaire dès que les conditions météorologiques le permettront.</p> <p>Lors de la visite, aucun véhicule ne gêne l'accessibilité des engins de secours. L'exploitant a confirmé qu'en dehors des heures d'exploitation du site, les chargeurs sont garés dans le local dédié, tout comme l'aspiratrice.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra transmettre une photographie attestant du débroussaillage réalisé sur une distance cohérente avec les effets thermiques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

## N° 6 : Capacités de stockage autorisées

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 17/02/2020, article 2

**Thème(s) :** Situation administrative, Stockage

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est en outre mis en demeure de respecter, sous un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les volumes maximaux autorisés s'agissant des stockages de polystyrène (qu'ils soient à l'état de matière première, de produit fini ou semi-fini), tels que fixés aux rubriques n° 2662 et 2663 du tableau figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2011 et complété par l'arrêté complémentaire du 24 septembre 2014 susvisé :

N°	Rubrique Intitulé	Ré- gime	Observations
2662.3	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de). Le volume susceptible d'être stocké étant supérieure ou égal à 100 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .	D	Volume total : 920 m <sup>3</sup> réparti comme suit : stockage de polystyrène dégazé recyclé : 260 m <sup>3</sup> stockage de polystyrène divers : 60 m <sup>3</sup> stockage matière première : 360 m <sup>3</sup> stockage de polystyrène expansible en octabins : 240 m <sup>3</sup>
2663.1.C	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de). A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 200 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 2 000 m <sup>3</sup> .	D	Volume total : 1 680 m <sup>3</sup> réparti comme suit : - stockage de polystyrène expansé : 860 m <sup>3</sup> - stockage de polystyrène expansé en silo : 720 m <sup>3</sup> - stockage de polyéthylène : 100 m <sup>3</sup>

**Constats :**

Le porter-à-connaissance déposé le 3 mai 2022 régularise les stockages de l'établissement. Son instruction a abouti à la signature de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juillet 2022, notamment l'article 1.2 actualisant le classement ICPE du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

## N° 7 : Existence d'un POI

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/02/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques majeurs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société STOROPACK FRANCE, dont le siège social est situé rue de la Noé Cottée - BP 62363 - 44236 SAINT-SEBASTIEN-SUR-LOIRE Cedex, et par la suite désignée « l'exploitant », est mise en demeure, pour son site de NULLY (52110), de respecter, sous 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 7.7.6 de l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2011 susvisé :</p> <p><i>« L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers. Le P.O.I. est conforme à la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Le P.O.I. est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement. L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li><i>- la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment :</i></li><li><i>- l'organisation de tests périodiques (au moins biannuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,</i></li><li><i>- la formation du personnel intervenant,</i></li><li><i>- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,</i></li><li><i>- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (tous les 5 ans ou suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage),</i></li><li><i>- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,</i></li><li><i>- la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.</i></li></ul> <p><i>Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (C.F.I.S.C.T), s'il existe, ou à défaut l'instance représentative du personnel, est consulté par l'exploitant sur la teneur du P.O.I. ; l'avis du comité est transmis au Préfet.</i></p> <p><i>(...) »</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan d'opération interne (POI), dans sa version B, date de mai 2021.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 8 : Contenu du POI

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risques majeurs

**Prescription contrôlée :**

DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021

a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;

b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;

c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;

d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;

e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;

f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;

g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;

h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;

i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des incommodités fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

**Constats :**

La mise à jour de ce document est en cours de rédaction, au regard des modifications autorisées en 2022 et en cours de construction actuellement (extension de l'atelier dédié à l'extrusion). L'exploitant a été informé des attendus au regard de l'évolution de la réglementation, notamment des points i) et j).

Conformément à l'article 69 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, le contenu du plan d'opération

interne (POI) doit être mis en cohérence avec la prescription susvisée lors de sa mise à jour postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées le plan d'opération interne (POI) mis à jour avant le 31 mars 2024, conformément à ses engagements.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**N° 9 : Exercice POI**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69 alinéas 3 et 4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risques majeurs

**Prescription contrôlée :**

Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. Dans le cas où le plan d'opération interne n'a pas fait l'objet d'un test dans les trois dernières années, un exercice est organisé au plus tard le 1er septembre 2023.

Les exercices font l'objet de compte-rendus qui sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant a déclaré réaliser 2 exercices POI par an. Le dernier exercice plan d'opération interne (POI) s'est déroulé le 21 décembre 2023 visant un départ d'incendie au niveau de la trémie de la reproline, avec un déclenchement manuel de l'alarme. Le compte-rendu a été présenté à l'inspection des installations classées.

**Axes d'amélioration :**

L'aspect relatif à l'évacuation du personnel est très développé. L'inspection des installations classées a rappelé les différences entre exercice d'évacuation et exercice plan d'opération interne (POI). La mise en sécurité des installations apparaît en filigrane, à travers ce compte-rendu et doit être approfondie. L'exploitant indique que les fiches prévues pour la mise en sécurité du process sont affichées dans chaque zone.

L'exercice plan d'opération interne (POI) doit également comporter le détail des actions menées pour tenter d'éteindre l'incendie naissant, guider les secours, arrêter le relevage des eaux dans le bassin de rétention à l'aide du bouton poussoir, mais aussi vérifier l'arrêt effectif de la pompe, mettre en place les vannes permettant d'ouvrir les points d'aspiration de la réserve d'incendie.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 10 : Fiche d'information du public

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe IV
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques majeurs
<b>Prescription contrôlée :</b> ÉLÉMENTS D'INFORMATION À COMMUNIQUER AU PUBLIC PAR LE PRÉFET EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 515-89  <b>PARTIE 1 :</b>  Pour tous les établissements couverts par le champ du présent arrêté :  1. Le nom ou la dénomination sociale de l'exploitant et l'adresse complète de l'établissement concerné ;  2. La confirmation que l'établissement est soumis aux dispositions réglementaires mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement, qu'il a fait l'objet d'une autorisation conformément à l'article L. 511-2 du code de l'environnement et qu'il a présenté une étude de dangers prévue à l'article L. 181-25 du code de l'environnement ;  3. Une explication, donnée en termes simples, de la ou des activités de l'établissement ;  4. La dénomination commune ou la classe et catégorie de danger des substances dangereuses concernées se trouvant dans l'établissement qui pourraient donner lieu à un accident majeur, avec indication de leurs principales caractéristiques dangereuses dans des termes simples ;  5. Des informations générales sur la façon dont le public concerné sera averti, si nécessaire ; des informations adéquates sur le comportement approprié à adopter en cas d'accident majeur ou l'indication de l'endroit où ces informations peuvent être consultées électroniquement ;  6. La date de la dernière inspection et des informations sur l'endroit où il est possible d'obtenir, sur demande, des informations plus détaillées sur l'inspection et le plan d'inspection qui y est lié, sous réserve des dispositions des articles L. 124-4 et L. 515-35 du code de l'environnement ;  7. Les précisions relatives aux modalités d'obtention de toute autre information pertinente, sous réserve des dispositions des articles L. 124-4, L. 124-5 et L. 515-35 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> À ce jour, le site ne dispose pas d'une telle fiche d'information. L'exploitant reconnaît ne pas avoir connaissance de cette obligation récente.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées la fiche d'information relative à son établissement avant le 31 mars 2024, conformément à ses engagements.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

## N° 11 : Organisation du stockage de polystyrène expansé (PSE – 2663)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, Annexe I, point 2.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le stockage de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères à l'état alvéolaire ou expansé est divisé en îlots dont le volume maximal est de 600 mètres cubes. Ce volume est porté à 1 200 mètres cubes si l'installation est équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Dans les autres cas, le stockage est divisé en îlots dont le volume maximal est de 2 000 mètres cubes. Ce volume est porté à 4 000 mètres cubes si l'installation est équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Des passages libres, d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement autour de chaque îlot, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie.</p> <p>Dans tous les cas, le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est, en aucun cas, utilisé à des fins de stockage.</p> <p>La hauteur des stockages n'excède pas 8 mètres.</p> <p>Les matières combustibles sont stockées sur des îlots séparés d'au moins 5 mètres des îlots de produits dont 50 % de la masse totale unitaire est composée de polymères à l'état alvéolaire ou expansé.</p> <p>Une distance minimale d'1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure.</p> <p>Les stockages situés à l'extérieur des locaux abritant des installations relevant des rubriques 2661, 2662, 2663 de la nomenclature des installations classées sont séparés des murs extérieurs de ces locaux par un espace libre d'au moins 5 mètres.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les îlotages mis en place n'ont pas été vérifiés. Toutefois l'inspection des installations classées invite l'exploitant à s'interroger sur ses pratiques puisque le volume maximal stocké par bâtiment est de 750 m<sup>3</sup>.</p> <p>La hauteur de stockage est conforme à celle prescrite.</p> <p>Le stockage dans la zone 2 s'appuie contre les parois des murs latéraux et la paroi du mur situé au fond du stockage. De même, l'un des sacs de polystyrène expansé était en appui sur la structure du bâtiment. La distance de 1 m n'est donc pas respectée.</p> <p>À l'Est de la zone 2, le stockage extérieur de palettes est trop proche des bâtiments.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant s'assurera d'une organisation de son stockage de PSE conforme à cette prescription, notamment vis-à-vis du stockage des palettes à l'extérieur et de la distance au regard des parois et de la structure bâimentaire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

## N° 12 : Rétention des récipients mobiles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 point I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux superficielles
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>– dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>– dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>– dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li></ul>
<b>Constats :</b> 8 fûts de 200 L d'isocyanate sont répartis sur 2 bacs de rétention. La fiche de données de sécurité transmise par l'exploitant, par courriel du 06 février 2024, indique que ce produit n'est pas classé au titre de la nomenclature ICPE.  Toutefois, chaque rétention présente un volume insuffisant qui ne couvre pas une capacité égale à la capacité totale de 800 L.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmettra une photographie attestant de la mise en place d'une rétention appropriée pour ces fûts
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective



## N° 13 : Règles de gestion des rétentions et stockages associés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 point II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux superficielles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, celle-ci peut être commune à plusieurs stockages. Dans ce cas, le volume minimal de la rétention déportée est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacun des stockages associés. [...]</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, des grands récipients pour vrac (GRV ou IBC) sont présents dans la rétention utilisée historiquement pour l'ancienne cuve de pentane, aujourd'hui démantelée. La plupart sont vides, mais quelques-uns contiennent encore des substances.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la vanne était ouverte en permanence pour permettre l'évacuation de l'eau pluviale.</p> <p>L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant son obligation de maintenir la vanne fermée et de contrôler ses rejets.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra confirmer à l'inspection des installations classées la fermeture de la vanne et les mesures organisationnelles mises en place pour répondre à cette prescription.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective